

Une migration sous le regard d'Alphonse Dupront

Laure Teulières

▶ **To cite this version:**

Laure Teulières. Une migration sous le regard d'Alphonse Dupront. Diasporas. Circulations, migrations, histoire, 2018, 32, pp.189-197. 10.4000/diasporas.2805 . hal-02052709

HAL Id: hal-02052709
https://univ-tlse2.hal.science/hal-02052709

Submitted on 28 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Laure Teulières, « Une migration sous le regard d'Alphonse Dupront »,
***Diasporas. Circulations, migrations, histoire*, 2018/2, n°32, p. 189-197.**

Il y a d'abord le choix et l'approche du sujet. Dans un rapport premier au territoire, puisque l'immigration n'est pas appréhendée dans une optique nationale, à travers un discours général sur la France, mais appuyée sur une étude de cas à l'échelle de son propre « pays » natal, ce bout de Gascogne où Alphonse Dupront est né et a grandi. Passé par le lycée de Toulouse puis par la khâgne d'Alain du lycée Henri IV à Paris, il est reçu à l'École normale supérieure (ENS) en 1925. Comme d'usage dans cette période de formation, le normalien se saisit d'un objet d'étude pour exercer son jeune talent intellectuel. Deux ans durant, il planche donc sur l'immigration italienne, dans un périmètre circonscrit au canton de Condom (Gers), à l'occasion de vacances passées chez ses parents, pouvant mettre à profit sa connaissance intime du milieu et son réseau relationnel.

Cet ancrage signe aussi un choix méthodologique : celui d'une authentique enquête de terrain, en milieu rural de surcroît. À ce titre, le texte que nous abordons ici dans la perspective des études sur les migrations serait également à resituer dans le contexte d'une prise de conscience des mutations sociales du monde des campagnes et dans l'historiographie émanant des ruralistes. L'apprenti chercheur explique avoir voulu mêler l'observation directe, l'avis recueilli auprès de témoins privilégiés, et des entretiens (« conversations ») avec des acteurs sociaux, Français et immigrés. Tous dispositifs qui l'approchent du sociologue, jusqu'à l'usage d'un questionnaire dont les pièces brutes (interrogations initiales et réponses) n'ont, hélas, pas été retrouvées.

Resté inédit jusqu'à ce jour, ce texte[1] de 1928 livre les réflexions ramassées qu'en tire un étudiant de 22 ans à peine. C'est donc incontestablement un « écrit de jeunesse[2] » mais qui se distingue par des orientations assumées qui sont autant de façons de construire le sujet. Un sujet qui n'a d'ailleurs en soi rien de pionnier, comme c'est rappelé d'emblée. Car ce mouvement migratoire original, ayant amené en quelques années seulement toute une population paysanne immigrée dans les campagnes du bassin de la Garonne, a frappé les esprits et suscite bien des curiosités. Plusieurs ouvrages y sont et vont y être consacrés, ainsi que des articles de fond parus dans la presse régionale, les revues littéraires ou politiques, celles de sociétés savantes ou celles à caractère professionnel du monde agricole[3]. En ce sens, le texte s'inscrit parmi les multiples études réalisées concomitamment à cette vague migratoire, sans équivalent à l'époque pour les autres courants d'immigration italienne ailleurs en France. Parmi les plus significatives publiées cette même année 1928, deux thèses de droit des universités de Paris[4] et de Bordeaux[5] ; sans oublier les travaux de géographes dont il n'est fait qu'incidemment mention : Georges Mauco – dont la thèse *Les étrangers en*

[1] L'auteur remercie Mona Ozouf, Maïté Bouyssy, Étienne Broglin et Stélio Farandjis qui ont contribué à éclairer ce document inédit par leurs remarques et leurs questionnements.

[2] Ainsi qu'il le qualifiera par la suite selon le témoignage de Monique Dupront.

[3] Voir par exemple et seulement concomitants au document présenté : « L'immigration italienne en Gascogne », *Études*, 5 août 1928, p. 309-322 ; « L'immigration italienne dans le Sud-Ouest », *L'Année politique*, avril 1928, p. 189-216 ; « L'immigration italienne dans la région », *L'Information régionale*, 27 juin 1925, n° 4 ; « La main-d'œuvre agricole dans le Sud-Ouest », *Le Sud-Ouest économique*, 23-31 janv. 1926 ; « L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France », *Bulletin de la société nationale des agriculteurs de France*, 1928, p. 464-470…

[4] G. Marcel-Rémond, *L'immigration italienne dans le Sud-Ouest de la France*, Paris, Dalloz, 1928.

[5] Henry Peyret, *L'immigration de la main-d'œuvre agricole italienne en Gascogne*, Bordeaux, Imprimerie de l'université de Bordeaux, 1928.

France fera le spécialiste le plus reconnu de l'entre-deux guerres – a par exemple déjà publié sur l'immigration agricole, cartes et statistiques à l'appui, consacrant de longs développements à la « colonisation italienne dans le Sud-Ouest » et singulièrement dans le Gers[6].

Dans ce contexte, Alphonse Dupront pose un regard ancré dans la géographie physique de son temps. La description liminaire du pays condomois en est emblématique, imagée et datée à la fois, très littéraire dans son style, comme d'un romancier du siècle précédent posant le cadre socio-économique local à travers un survol morphologique et paysager, livrant ce bout de territoire gersois en un condensé d'évocations et quelques images bien ciselées. L'attention se marque ainsi au terroir, aux contraintes et aux potentialités des sols, conformément à un univers où domine encore l'héritage de la paysannerie et de son monde sensible.

C'est à travers l'emboîtement de ces espaces, à la fois physiques et anthropisés, et en suivant les passages et les axes de transport qui les traversent qu'est justement saisie la logique d'implantation des immigrants dans la vallée de la Garonne : « jusqu'en aval d'Agen, et là, [remontant] la vallée de la Baïse par Feugarolles, Vianne, Nérac, Condom ». Si on élargit, le bassin aquitain est bien l'épicentre concerné, avec le Toulousain, l'Agenais, la Lomagne, l'Armagnac ; du Périgord et Bas-Quercy, à l'intérieur de la Gironde et des Landes, jusqu'au plateau de Lannemezan et au piémont pyrénéen, soit les limites de cette Gascogne qui sert de référence aux observateurs du moment, en y ajoutant, à l'est, la portion occidentale du Tarn et le Lauragais.

L'analyse est ici amenée en l'absence notable de tout tableau démographique, alors que le Gers est parmi les départements les plus touchés par le dépeuplement rural : sa population réduite au recensement de 1921 de 37 % par rapport à celle de 1851 (36 % pour l'arrondissement de Condom), soit 113 100 habitants de moins en soixante-dix ans. La tendance est amplifiée dans les cantons ruraux, certains ayant perdu presque la moitié de leur population. L'hécatombe de la Grande Guerre, en particulier, est un angle mort de l'article alors qu'elle est dans tous les esprits et qu'une enquête du ministère de l'Agriculture montre que près de 10 % des actifs du secteur agricole ont disparu à sa suite.

L'évitement de toute référence au registre populationniste tranche avec la plupart des écrits du temps. Car l'appréhension de l'immigration dans le Sud-Ouest est toujours articulée à la question de la dépopulation. Celle-ci s'exprime communément dans une rhétorique sur la déprise humaine et la « terre qui meurt », souvent passablement catastrophiste. Institutions, cercles d'études, auteurs locaux, et surtout la presse régionale, diffusent ce sentiment de décrépitude et leur hantise du « malthusianisme ». Les études savantes n'en sont pas exemptes, comme quand le bulletin de la Société historique du Gers souligne que « le fléau de la dépopulation exerce en Gascogne des ravages plus étendus que partout ailleurs dans le monde[7] ». Examiner les causes de la dénatalité occupe beaucoup : des juristes glosent sur les effets dissuasifs du régime successoral égalitaire (« la faute au Code civil ») qui pousseraient les exploitants gascons à réduire le nombre de leurs héritiers plutôt que de morceler leur bien[8]. Alphonse Dupront ménage de ce point de vue sa distance scientifique ; tout juste emploie-t-il l'image d'« un vieux pays qui semble devenir terre de colonisation pour un peuple jeune ».

Recherchant « l'impulsion » de la migration, l'article reprend les informations déjà connues sur l'action du bureau départemental de la main-d'œuvre agricole d'Auch et de son président, M. Schoefer. Ce propriétaire s'appuya en effet sur l'ambassade d'Italie à Paris pour faire connaître aux candidats à l'émigration dans la Péninsule que le Sud-Ouest français

[6] Georges Mauco, « Les étrangers dans les campagnes françaises. Propriétaires fermiers et métayers établis en France », *Annales de géographie*, XXXV[e] année, 15 mars 1926, n° 194, p. 97-125.

[7] J. Duffour, « Démographie et dépopulation dans le Gers », *Revue de Gascogne*, tome XIV, 1914, p. 193-216.

[8] Voir la thèse de droit de Georges Pignanol, *Le mouvement de la population dans le département du Gers*, Toulouse, Douladoure, 1924, partie IV : « La dépopulation. Causes et remèdes ».

représentait une destination de choix. C'est en septembre 1922 que *L'Agriculteur du Gers* fait pour la première fois référence aux résultats de la prospection, portant à la connaissance des propriétaires que « cinquante familles italiennes désirent s'installer dans le Gers comme métayers ». Deux mois plus tard, parmi celles venues voir sur place, huit ont fait affaire avec des bailleurs[9]. En fait, cette initiative n'est qu'une parmi celles engagées par différents organismes de la région. Il est fait allusion à la « colonisation commencée en Tarn-et-Garonne, autour de Castelsarrasin », celle-ci ayant en effet donné lieu dès le printemps 1923 à une enquête sur « l'acclimatation » des pionniers à l'initiative des organismes corporatifs de l'agriculture du Midi toulousain[10]. Le consul honoraire d'Italie à Toulouse, secrétaire général de l'Union latine, s'en fera aussi l'ardent promoteur, nommé au même moment correspondant du Commissariat royal de l'émigration pour les vingt départements du Sud-Ouest à la tête d'un Office régional de la main-d'œuvre agricole ouvert à Toulouse.

Le phasage du flux proposé est donc pertinent, même si les prémisses s'ébauchent quelques mois plus tôt qu'il n'est dit dans le texte, atteignant son point haut en 1924-1925, avant de ralentir fortement passé 1926. Les statistiques préfectorales dénombrent ainsi l'accroissement annuel du nombre d'Italiens : 682 en 1923, 887 en 1924, 3 083 en 1925, mais 959 en 1927, 100 en 1928[11]. La cause principale, non évoquée, en est la politique de restriction des départs imposée par l'Italie. Dans un réflexe nationaliste, l'État mussolinien multiplie les obstacles réglementaires et bureaucratiques pour retenir les candidats au départ.

Si par ailleurs Alphonse Dupront voyait, à la fin des années 1920, cette immigration « terminée », c'est une perspective faussée par son ralentissement conjoncturel. Même si la période des arrivées en masse est terminée, la présence italienne dans la région va continuer à se renforcer, et dans le Gers en particulier : par l'accroissement naturel des familles déjà installées, mais aussi par de nouveaux venus, émigrants partis plus ou moins clandestinement d'Italie ou passés par d'autres régions de France avant de s'installer ensuite dans le Sud-Ouest. Ces campagnes demeurent donc attractives et le nombre d'Italiens présents augmente encore durant les années 1930, alors qu'à l'échelle nationale et en bien d'autres régions de France la crise économique provoque la baisse des effectifs d'étrangers. Il faut ajouter que dans son déploiement historique complet, cette vague migratoire s'étend jusqu'au début des années 1950, avec la reprise après la Seconde Guerre mondiale d'un flux de même provenance et de même profil[12].

Les causes de la migration sont analysées : surpeuplement relatif des contrées de départ ; attractivité du Sud-Ouest, différentiel du prix du foncier ; promesse de rentabilité économique… Si ces migrants viennent tous du nord de la Péninsule, il faut quand même prendre en considération la diversité des territoires et sociétés d'origine, beaucoup mieux cernée depuis les développements ultérieurs de l'historiographie italienne au sujet de l'émigration[13]. De zones de la plaine du Pô, Lombardie ou basse Vénétie, à l'agriculture déjà profondément modernisée, mais aussi de vallées piémontaises à la micro-paysannerie montagnarde, ce monde de peu tel que l'a saisi l'anthropologue Nuto Revelli[14], ou encore de terroirs dévastés par la guerre en Frioul…

Dans ces alentours de Condom où domine la propriété moyenne, convenant aux émigrés

[9] *L'Agriculteur du Gers*, 1er sept. et 1er déc. 1922.

[10] « L'agriculture et la main-d'œuvre étrangère », *La Croix du Midi*, 29 avril 1923 ; *L'Express du Midi*, 2 mai 1923.

[11] Statistiques préfectorales, in Saluste du Bartas, « L'immigration et l'émigration étrangère dans le Gers », *Bulletin de la Société archéologique, historique et littéraire du Gers*, 2e trimestre 1937, p. 124-139.

[12] Laure Teulières, *Immigrés d'Italie et paysans de France (1920-1944)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, coll. Tempus, 2012 (première édition 2002).

[13] Paola Corti, « L'émigration italienne : historiographie, anthropologie et recherche comparatiste », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, 1995, n°3, p. 5-17.

[14] Nuto Revelli, *Le monde des vaincus*, Paris, Maspero, 1980.

cherchant à acquérir un domaine, l'enquête survalorise la part de ceux-ci, voire de ceux « poussés par le désir de gros profits, comme l'indique avec franchise une réponse ». Là joue sans doute l'effet de témoignages rapportant essentiellement l'expérience des immigrants installés propriétaires, « cette classe moyenne assez aisée, bourgeoisie rurale ». Une composante qui constitue incontestablement une des particularités de ce courant migratoire, dont l'auteur souligne, après d'autres, la « qualité sociale ». C'est pourtant une population immigrée composite et socialement diversifiée. Les exploitants forment bien la majeure partie, mais les plus nombreux ne sont pas ceux ayant pu acheter, mais ceux ayant pris des terres à bail. L'enquête de 1927 du ministère de l'Agriculture sur les Italiens dans le secteur donne pour le département du Gers : 1 046 propriétaires (exploitant 10 590 hectares), 2 493 fermiers et métayers (exploitant 17 675 hectares) et 991 domestiques agricoles[15]. Il y a donc une diversité de statuts et de conditions, avec à la base toute une paysannerie modeste (salariés certes minoritaires, mais surtout métayers) dont l'article ne parle guère.

La question des banques est évoquée avec raison car le manque de trésorerie fut un grave problème dans les premières années, les établissements bancaires français (notamment les caisses de crédit agricole) se montrant au début très frileux à accompagner les migrants, avant d'évoluer dans leur offre, poussés par cette nouvelle clientèle[16]. Surtout, l'étude souligne que cette immigration soulève comme aucune autre l'enjeu particulier de la propriété foncière, en tant que mainmise sur le sol. D'où la polémique sur la « colonisation » – « une grande peur a couru sur la France, les Italiens avaient colonisé le département du Gers » – dont il faut retenir qu'elle a été allumée par certains journaux parisiens, en 1925 surtout, mais très peu relayée par la presse régionale ou par les milieux dirigeants locaux qui se félicitaient plutôt que cette immigration redynamise la société et l'économie de la région[17].

Les aspects politiques sont peu abordés. Concernant le contexte, la remarque sur les « entreprises d'expansion et de conquête pacifique du monde » demande, quant à l'Italie fasciste de l'époque, à être reconsidérée. Car Mussolini agitait déjà la scène internationale et ses ambitions nationalistes, voire expansionnistes, enclenchaient depuis sa prise de pouvoir un cycle de tensions diplomatiques avec la France[18]. Pour le reste, le document souligne à juste titre que les agriculteurs italiens du Condomois ne sont pas des exilés. La présence de minorités politisées antagonistes conditionne néanmoins la façon dont cette vague migratoire s'implante, est perçue et reçue. L'évaluation mentionnée de « 10 % *fascisti* ; 5 % *communisti* » est assez conforme à celles émanant de sources policières ou préfectorale. À condition bien sûr de prendre les termes de façon générique, car si des familles communistes s'implantent par exemple dans le Lot-et-Garonne voisin, ce sont les socialistes qui auront l'influence dominante en Midi toulousain, y reconstituant une fédération en exil du parti socialiste unitaire italien et y créant un syndicat spécifique pour les travailleurs de la terre émigrés[19]. À l'autre bord, la tutelle fasciste est loin d'être absente, y compris dans le Gers où le préfet a mentionné auparavant l'existence d'une « tension entre les éléments de la colonie italienne[20] ». L'emprise de l'État d'origine se déploie à travers le maillage des agences consulaires (dont Agen et Auch) ouvertes après que le consulat de Toulouse est devenu de

[15] Enquête de 1927 du ministère de l'Agriculture sur les Italiens dans l'agriculture, mentionnée in « Quanti sono gli agricoltori italiani in Francia », *Il Corriere*, 18 octobre 1929.

[16] Laure Teulières, *Français et Italiens dans la France méridionale, de la fin de la Grande Guerre au sortir de l'Occupation : opinion et représentations réciproques*, thèse de doctorat d'histoire, université Toulouse-Le Mirail, 1997, tome 1, p. 177-180.

[17] *Ibid*, p. 132-138.

[18] Voir notamment : Gilles Bertrand, Jean-Yves Frétigné, Alessandro Giacone, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations sœurs*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 286-293.

[19] Voir Carmela Maltone, *Exil et identité : les antifascistes italiens dans le Sud-Ouest, 1924-1940*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2006.

[20] Rapport du préfet du Gers, 27 avril 1926, Archives nationales : F7- 3245.

plein exercice à partir de 1925, tenu par un diplomate désigné par Rome et très proche du régime si on en juge par les frasques qui accompagnent son installation[21]. Mussolini entend maintenir les émigrants dans l'orbite de la mère-patrie. Rassembler sur un mode patriotique comme l'Association nationale des anciens-combattants (ANCI) est une stratégie dans ce cadre. Si cela ne signe pas l'adhésion idéologique, c'est cependant un puissant vecteur de propagande, et les sections locales fleurissent. Il y a par ailleurs des adhérents au *fascio* et certains propriétaires bien nantis sont connus pour être en faveur du *Duce*.

Finalement, le plus notable est peut-être l'approche compréhensive qu'Alphonse Dupront réussit à avoir du sujet. Loin des débats inquiets sur les migrations et des théorisations abusives qui entachent bien des textes de cette époque, lui tente d'appréhender tout simplement la réalité de « l'homme qui veut honnêtement vivre et même s'enrichir au travail de la terre ». Son enquête de terrain révèle les réseaux, familiaux et villageois, sur lesquels les recherches postérieures vont tellement insister[22], ainsi que le caractère très majoritairement spontané ou auto-organisé de cette migration (plus que les procédures de recrutement proprement dites).

Il y montre déjà un intérêt pour la subjectivité des individus et les facteurs culturels, ce qui le conduit à mettre en avant des motivations telles que « le besoin d'aventures, le plaisir du nouveau, de la découverte ». Il s'attache, déjà, à révéler les mentalités, l'emprise et l'effet des imaginaires dans le devenir social. Ainsi le démenti sur ce pays qui n'est « point de cocagne » alors que des espérances exagérées et des attentes irréalistes ont contribué à motiver les émigrants, ce qui sera dénoncé par des Italiens eux-mêmes incitant leurs compatriotes à « se mettre en tête que le Sud-Ouest n'est pas un pays de cocagne comme voudraient le faire croire certaines agences d'achat-vente qui pullulent dans la région et qui racolent les braves gens à la descente du train[23] ».

De façon plus générale, ce qui est abordé comme « le délicat problème de l'assimilation » est élaboré avec finesse pour l'époque, moins comme catégorie idéologique, d'une supposée francisation, qu'en tant que notion fonctionnelle et interactionnelle, conçue d'abord comme « une adaptation », et partant comme un processus. Le constat que « la parenté des langues facilite le rapprochement » est d'évidence pour un auteur d'ascendance occitane, dont le gascon a été le parler natal. La mention des mœurs, des façons de faire, des modes de cuisine domestique… autant de marqueurs pertinents que l'on retrouve pris en compte par la grande enquête qui sera conduite par l'Institut national d'études démographiques (INED) au sortir de la Seconde Guerre mondiale auprès de familles italiennes du Lot-et-Garonne[24].

L'intérêt porté à « l'adaptation aux procédés de travail, aux cultures », est notable, mais pas exceptionnel[25], tant l'enjeu économique induit est grand, le bénéfice évident pour les propriétaires-bailleurs et plus largement pour les élites locales. Des exemples concrets sont mentionnés, au plus près des pratiques paysannes observées ou détaillées par les interlocuteurs de l'enquête. Non sans une tendance à exagérer les « heureux perfectionnements » apportés par les Italiens, et à moquer à l'inverse « le paysan gascon […] entêté dans sa routine ». C'est une vision extrêmement répandue parmi les commentateurs de

[21] Laure Teulières, « L'émergence du conflit politique au sein de l'émigration italienne dans le Sud-Ouest des années vingt », *La Trace. Cahiers du Centre d'études et de documentation sur l'émigration italienne*, mai 1999, n° 11-12, p. 137-142.

[22] Monique Rouch, Catherine Brissou et Carmela Maltone (dir.), *« Comprar un prà ». Des paysans italiens disent l'émigration (1920-1960)*, Mérignac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1989.

[23] Ernest Caporali, « L'émigration agricole italienne dans le Sud-Ouest », *Il Mezzogiorno*, 17 oct. 1925, n° 2.

[24] Les documents originaux de cette enquête de 1951 sont conservés aux Archives nationales. Voir sinon la synthèse publiée : Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés. L'attitude française, l'adaptation des Italiens et des Polonais* (INED, coll. « Travaux et documents », cahier n° 19), Paris, Puf, 1953.

[25] Marcel Paon, « Les méthodes culturales des Italiens dans le Sud-Ouest », *Bulletin de la Société nationale des agriculteurs de France*, 1927, p. 522-527

l'époque, journalistes, essayistes ou notables, avec certes quelque raison pour certains traits de modernisation, mais qui se focalise sur l'élite émigrée des propriétaires, sans prendre assez en considération l'ensemble des populations en présence, y compris toute une paysannerie italienne très modeste et peu en pointe, ni surtout la complexité des représentations collectives, relations mutuelles et transferts culturels opérés réciproquement entre les uns et les autres[26]. Deux innovations mentionnées comme « ayant réussi ailleurs » dans le Sud-Ouest ne feront en fait pas long feu. Le déclin de la sériciculture dans la région ne sera pas enrayé par l'arrivée d'Italiennes, reconnues pour leur savoir-faire et ayant de ce fait suscité au début les plus fols espoirs du milieu professionnel concerné. Quant à la production de riz, elle tournera court également après quelques expériences conduites près du canal de Saint-Martory en Haute-Garonne.

Une attention particulière est portée au facteur religieux. Alphonse Dupront a publié deux ans plus tôt, dans l'organe de l'Association catholique de la jeunesse française, une étude sur les immigrés et le catholicisme[27]. Ses analyses sur le rôle de la religion dans la rencontre migratoire et l'insertion des migrants seront d'ailleurs reprises bien plus tard dans l'historiographie de la fin du XX^e^ siècle et reconnues pour leur pertinence[28]. Alors ? « La Gascogne est fatale à tous les étrangers qui viennent sur son sol : elle est terre d'irréligion. C'est là peut-être où l'assimilation est la plus nette » : voilà le jugement d'ensemble en 1928. Le constat de la déchristianisation du Sud-Ouest est déjà passablement étayé à l'époque[29]. On peut en particulier se référer à l'enquête de Gabriel Le Bras sur la pratique du catholicisme français, qui présente un tableau nuancé par grandes régions, mais aussi de façon plus composite et plus complexe entre diocèses, voire entre paroisses voisines. Dans le bassin aquitain, la pratique est globalement considérée en nette baisse, une section détaillant l'exemple du diocèse d'Auch : « Causes générales du recul : l'école et la presse. Cause régionale : l'idée qu'un bon républicain n'entre point à l'église[30]. » Pour ce qui est de l'encadrement pastoral des immigrés, on ne peut certes pas parler d'une forte présence de prêtres transalpins quand « seul dom Babini réside à Auch et pérégrine dans le département pour visiter ses compatriotes[31] ». Pourtant, l'établissement à demeure de ces missionnaires va se pérenniser à Auch, mais aussi d'abord à Agen – où *don* Torricella s'est installé dès 1924 et anime le journal *Il Corriere*, très lu par les émigrés –, Toulouse, Montauban, puis Carcassonne. Les premiers ont été envoyés par l'œuvre pie lombarde *Opera d'assistanza agli Italiani emigrati in Europa e nel Levante* (dite *Opera Bonomelli* du nom de l'évêque de Crémone qui l'a fondée en 1910), avant que tous ne soient placés sous la tutelle directe du Vatican, par le biais de sa Direction des missions catholiques italiennes à l'étranger créée en 1928[32]. Pour ces émigrés éparpillés dans des campagnes à l'habitat dispersé, le missionnaire

[26] Laure Teulières, « Innovations agricoles et immigration italienne dans le Sud-Ouest des années vingt : enjeux d'opinion et représentations réciproques », in Monique Rouch, Carmela Maltone (dir.), *Sur les pas des Italiens en Aquitaine au XX^e^ siècle*, Talence, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1998, p. 91-114.

[27] Alphonse Dupront, « Les immigrés et le catholicisme », *Annales de la Jeunesse catholique*, 25 avril 1926, n° 64, p. 281-291, et 25 mai 1926, n° 65, p. 387-402.

[28] Notamment par Gérard Cholvy, « Déracinement et vie religieuse : Italiens, Espagnols et Tziganes dans le Midi de la France depuis 1830 », *Recherches régionales*, janv.-mars 1982, n° 1, p. 1-20 ; ou Ralph Schor, « Le facteur religieux et l'intégration des étrangers en France, 1919-1939 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1985, n° 7, p. 103-116.

[29] Voir aussi Étienne Delaruelle, « La vie religieuse dans le Sud-Ouest », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, t. 12, 1941, fasc. 4, p. 453-456.

[30] Gabriel Le Bras, « Notes de statistique et d'histoire religieuses », *Revue d'histoire de l'Église de France*, tome 25, 1938, n° 104, p. 307-330.

[31] Pour plus de détails au sujet de ce prêtre installé en 1926, voir : « Le visite del missionario del Gers », *Il Corriere*, 26 nov. 1926 ; Rapport du préfet du Gers, 16 avril 1926, Archives nationales : F7-13245.

[32] Caroline Wiegandt-Sakoun, « Les missions catholiques italiennes dans l'entre-deux-guerres : l'exemple français », in *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École française de Rome, 1986, p. 471-480.

demeurera des décennies durant une figure de référence, tant par sa pastorale que par l'accompagnement social qu'il prodiguera à la communauté.
Faut-il en conclure que « loin de leur curé et de leur église, les Italiens ont vite négligé sinon leur religion, du moins leurs pratiques religieuses » ? C'est un processus sans doute à nuancer, plus progressif. Les témoignages ultérieurs indiquent l'importance conservée du sentiment religieux au sein de nombreuses familles. L'ordination à la fin des années 1930 des premiers prêtres de seconde génération, grandis dans la région, poussés vers les petits séminaires de Toulouse ou de Bordeaux, en est un autre indice. En ce qui concerne les pratiques collectives, elles déclinent évidemment à la longue, mais se reconfigurent d'abord dans la migration, avec un certain dynamisme. C'est par exemple en cette fin des années 1920 qu'apparaissent les « pèlerinages des émigrés[33] » organisés par chaque mission catholique italienne auprès d'un sanctuaire marial de proximité. Pour la zone de Condom, c'est, à mi-chemin, soit à Notre-Dame d'Auch, soit à Notre-Dame de Bon-Encontre près d'Agen.
Contrairement à une antienne de l'entre-deux-guerres, ce texte ne se focalise pas sur la crainte du communautarisme. À peine pose-t-il la question qui anime tant d'éditoriaux et d'essais sur la présence éventuelle de « noyaux compacts » formés par les étrangers – d'autres parlaient de « corps enkystés » menaçant l'unité nationale. Mais c'est pour réfuter cette hypothèse et user d'interprétations strictement sociologiques pour analyser la tendance des migrants à se regrouper : « Il est naturel que des nouveaux venus dans un pays, surtout liés par d'étroites relations, se serrent les coudes, mais les points de contact sont nombreux avec les Français. »
Ce qui intéresse Alphonse Dupront, c'est finalement de saisir la dynamique à faire société à l'aune d'un territoire. D'où la conclusion optimiste, exprimée dans le registre métaphorique dominant à l'époque (« un utile ferment à la vieille pâte gasconne… »), lestée de références à la culture classique (« Cette terre en a bien vu d'autres : le More, l'Anglais, l'Espagnol… » – les deux premiers ne s'apparentant pas aux immigrations contemporaines, mais aux épisodes essentiellement politiques d'un lointain passé), mais qui n'en dit pas moins la confiance en un creuset local brassant les populations au gré des générations successives pour produire au final « un enrichissement ».
S'il enquête sur un phénomène en cours, Alphonse Dupront tend à lui donner une épaisseur dans le temps, convoquant ses antécédents et risquant une vision prospective. Il s'en saisit ainsi en « historien de l'immédiat[34] », posant un jalon tout à fait remarquable au vu de l'historiographie à venir. Outre sa thèse de doctorat d'État soutenue en 1956 sur *Le mythe de croisade*[35], il traitera sa vie entière de circulations de tous types (voyages, pèlerinages, exil…), les appréhendant – comme en témoigne déjà cet écrit – en objets complexes, à saisir de façon dynamique dans une interaction de causalités. Paradoxalement, à presque un siècle de distance, il anticipe des thématiques aujourd'hui au centre des études sur le sujet : les effets de réseaux et les processus d'adaptation, mais aussi la place des migrations élitaires ou entrepreneuriales, dont la dimension agricole constitue une originalité supplémentaire, ou encore les « mobilités créatrices » (selon le titre d'un récent numéro de *Diasporas*) saisies ici sous forme d'un transfert de pratiques et de savoir-faire…
D'où ce curieux paradoxe : accueillir dans ces pages une étude remontant quatre-vingt-dix ans en arrière, apte cependant à dialoguer de belle façon avec les perspectives développées par notre revue.

[33] Laure Teulières, « Le pèlerinage des émigrés. Itinéraires de dévotion et missions catholiques italiennes dans la France du Sud-Ouest », *Le Mouvement social*, février - mars 2004, n° 209, p. 53-70.
[34] Expression employée à propos du chroniqueur diplomatique par Paul Nizan, *Chronique de septembre*, 1939, cité par Yves Lavoinne, « Le journaliste, l'histoire et l'historien. Les avatars d'une identité professionnelle (1935-1991) », *Réseaux*, CNFT, vol. 10, janv.-fév. 1992, n° 51, p. 39-53.
[35] Alphonse Dupront, *Le mythe de croisade*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèques des Histoires », 1997.